



Causerie électorale du 12 mai 2022

Table ronde sur les ruptures de la démocratie et les perspectives pour les élections dans l'espace francophone

1. Introduction

Le 12 mai 2022, le Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) a tenu une première causerie électorale, qui a pris la forme d'une table ronde sur le thème des ruptures de la démocratie et des perspectives pour les élections dans l'espace francophone. La causerie a été organisée avec la collaboration du [Centre FrancoPaix en résolution de conflits et missions de paix](#) de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal, au Canada.

Cet événement virtuel a rassemblé 35 personnes en provenance de 7 organismes de gestion des élections membres du RECEF ainsi que de plusieurs partenaires internationaux.

Cette activité a porté sur les enjeux liés au contexte récent de plusieurs États de la Francophonie. En effet, le Mali, le Tchad, Haïti, la Guinée et le Burkina Faso ont vécu des événements qui les ont menés à rompre avec l'ordre constitutionnel et la démocratie. Puisque les causes des événements sont différentes, les chemins qui ramèneront ces pays vers la démocratie seront eux aussi différents. L'insécurité terroriste régionale et la perte de confiance envers les personnes élues et envers les institutions démocratiques font partie du contexte politique complexe de ces pays. La sécurité des élections et la confiance des parties prenantes envers les processus électoraux sont essentielles pour rétablir la démocratie. Les organismes de gestion des élections de ces pays francophones devront relever de nombreux défis.

Assistons-nous à une perte de confiance des populations envers les processus et les institutions démocratiques? Quelles solutions permettraient d'assurer une transition démocratique et de favoriser la confiance des citoyens envers les processus électoraux et les institutions démocratiques? Ces questions font partie des enjeux abordés par les trois spécialistes internationaux participant à cette table ronde. Le compte rendu suivant fait état des principaux échanges tenus à cette occasion.

UQÀM



CHAIRE RAOUL-DANDURAND
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES
Centre FrancoPaix

2. Les spécialistes invités

[Bruno Charbonneau](#), professeur au Collège militaire royal de Saint-Jean (Canada) et directeur du Centre FrancoPaix.

Les travaux de M. Charbonneau portent notamment sur les interventions internationales dans les conflits armés. En particulier, il étudie les dynamiques régionales et internationales en matière de gestion et de résolution des conflits en Afrique de l'Ouest francophone, les conséquences de la « division du travail » entre les forces internationales contre-terroristes et les forces onusiennes du maintien de la paix au Sahel.



[Marie-Ève Desrosiers](#), professeure à l'Université d'Ottawa et titulaire de la Chaire de recherche en francophonie internationale sur les aspirations et mouvements politiques en Afrique francophone.

M^{me} Desrosiers est spécialiste des questions de sécurité et de gouvernance. Elle étudie plus particulièrement les crises politiques, les conflits, l'autoritarisme, la mobilisation politique ainsi que les relations entre l'État et la société en Afrique des Grands Lacs et en Afrique francophone.



[Marc-André Boisvert](#), chercheur postdoctoral du Centre FrancoPaix.

M. Boisvert a terminé son doctorat à l'Université d'East Anglia, au Royaume-Uni, en 2020. Il effectue actuellement un postdoctorat au Centre FrancoPaix. Sa thèse étudiait l'impact du coup d'État de 2012, au Mali, sur la cohésion et la discipline au sein des forces armées maliennes. Ses recherches se penchent sur la gouvernance, sur les relations entre les civils et les militaires et sur la sociologie militaire au Sahel. M. Boisvert a été journaliste pendant 10 ans; il était basé en Afrique de l'Ouest et travaillait pour plusieurs médias (*La Presse*, Radio-Canada, BBC, Associated Press et *The Economist*).



3. Table ronde

Les panélistes étaient invités à réagir ou à répondre à tour de rôle à chacune des trois questions. Une période d'échange était prévue à la fin de la table ronde pour permettre aux participants de poser leurs questions ou de faire part de leurs réflexions.

Question 1

Plusieurs pays de l'Afrique francophone ont vécu des ruptures démocratiques dans les dernières années. Dans certains cas, il semble même y avoir un certain soutien populaire envers ces coups d'État. Vivons-nous une perte de confiance des populations envers les processus et les institutions démocratiques? Est-ce le signe d'un recul de la démocratie?

Bruno Charbonneau

M. Charbonneau rappelle le contexte historique de la transition démocratique réalisée au début des années 1990 dans le contexte de la libéralisation économique du consensus de Washington. La vision du développement était alors inspirée de politiques néolibérales du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, notamment. Ainsi, la démocratie est arrivée en Afrique avec une forme de désengagement de l'État et avec la privatisation de certains services publics.

En 1994, la doctrine Balladur, qui a notamment entraîné une dévaluation de 50 % du franc CFA, a également contribué à l'affaiblissement des États et de la capacité d'action des pouvoirs publics d'un grand nombre de pays de la francophonie.

Des décennies plus tard, des États faibles et une pauvreté endémique créent un terreau fertile pour l'enracinement de mouvements terroristes. Aujourd'hui, la réponse à ces mouvements terroristes est surtout militaire, ce qui n'améliore pas les sources du problème, c'est-à-dire la pauvreté et le manque de confiance envers les institutions publiques.

Ainsi, la démocratie est liée au développement et à la relation entre l'État et ses citoyens. Évidemment, chaque pays a un contexte particulier, mais il faut garder à l'esprit que les populations souhaitent voir leurs conditions de vie s'améliorer et ce n'est pas le cas, dans un grand nombre de pays.

Marie-Ève Desrosiers

M^{me} Desrosiers rappelle d'abord que ses recherches portent davantage sur la région de l'Afrique centrale et sur le phénomène de l'autoritarisme.

Devant le recul de la démocratie, il faut se demander ce qui crée une situation propice à l'avènement de coups d'État. En étudiant l'enjeu de l'autoritarisme sur une longue durée, on observe que l'enracinement autoritaire s'inscrit dans le temps; il peut durer une trentaine d'années.

Il n'y a jamais eu de parachèvement de la démocratie dans un grand nombre de pays d'Afrique. Il y a eu de nombreux processus de démocratisation incomplets. Ainsi, les régimes sont souvent hybrides, mariant des régimes autoritaires et démocratiques.

Quelle est la relation des populations, dans ce contexte? Il faut réfléchir au rôle des citoyens envers leur relation avec l'État et au fait que certains processus électoraux peuvent consolider un régime autoritaire.

Il n'y a pas de recul citoyen. Cela dit, face à des gouvernements hybrides, le réflexe citoyen est de protester et de chercher de nouvelles solutions.

Marc-André Boisvert

Certains comportements de citoyens sont très intéressants. Par exemple, au Sénégal, les citoyens sont très engagés dans la supervision des procédures électorales.

Malheureusement, il y a aussi de grandes irrégularités dans les processus électoraux, dans certaines régions et dans certains pays, ce qui contribue à l'insatisfaction des populations.

Il y a eu plusieurs coups d'État en Afrique de l'Ouest et les principales causes sont diverses :

- Guinée : troisième mandat d'Alpha Condé;
- Mali : élections législatives mal reconnues par la population et menace terroriste;
- Burkina Faso : insatisfaction de la population quant au développement et menace terroriste;
- Tchad : coup d'État familial à la suite de la mort du président.

Certains coups d'État sont populaires, d'autres non. Mais ils sont décidément populistes. Dans plusieurs pays, les militaires n'ont jamais été loin du pouvoir avant les coups d'État. Ils ont simplement avancé pour exercer le pouvoir exécutif directement.

Question 2

Quelles seraient les principales pistes de solutions, pour l'ensemble des acteurs impliqués (nationaux et internationaux), pour réussir une transition démocratique et favoriser la confiance des citoyens envers les processus électoraux et les institutions démocratiques?

Marc-André Boisvert

Au cours des dernières années, la communauté internationale a joué un rôle important, en imposant l'organisation d'élections de sortie de crise et en imposant des régimes de transition, puis des élections tenues dans un court délai pour accélérer la fin de la transition.

Cette formule ne semble plus fonctionner, actuellement. Il y a une délégitimation des organisations internationales dans certains pays. Les citoyens ne croient plus au mode transitoire. Certains citoyens adhèrent à l'idée qu'il faut peut-être prendre plus de temps pour mieux repenser l'État avant de se précipiter aux urnes. Néanmoins, la communauté internationale doit continuer de soutenir les transitions à moyen terme.

La communauté internationale doit aussi être plus cohérente. Elle doit être en mesure de mieux prévenir les dérives de certains dirigeants (notamment les troisièmes mandats) : si elle laisse le président rester en poste, elle permet l'émergence d'une insatisfaction et d'une éventuelle crise politique.

Marie-Ève Desrosiers

En effet. Par exemple, les élections difficiles de 2015, au Burundi, étaient le résultat du laisser-aller d'une situation politique qui glissait vers l'autoritarisme depuis 2010.

Il faut remettre en question les fondements de notre paradigme de la démocratie. Les élections ne sont que la pointe de l'iceberg de la démocratie; la démocratie ne se résume pas aux seules élections. Bon nombre des choix que nous avons faits, au cours des dernières décennies, ont favorisé l'émergence de l'autoritarisme hybride plutôt que de démocraties complètes.

La démocratie gagnerait à être réfléchiée dans une perspective holistique. Toutes les sphères devraient y être présentes : la société civile, la liberté de presse, l'indépendance judiciaire, etc.

En contrepartie, l'autoritarisme peut être partout. La compréhension sociologique d'un pays peut permettre de nuancer un état de situation. Parfois, les organismes de la société civile sont inféodés à des pouvoirs autoritaires. L'autoritarisme est un système ancré dans toutes les sphères de la société.

Bruno Charbonneau

Au-delà de la transition électorale à court terme, il faudrait réfléchir à la consolidation de la démocratie et de toutes ses composantes, dans un horizon de 10 à 15 ans. Il faut également aborder les enjeux d'impunité et d'imputabilité des dirigeants, afin de pouvoir observer de réels résultats dans la gouvernance des sociétés, de façon à satisfaire les populations.

Il y a des rapports de force entre la communauté internationale et les institutions nationales : par exemple, dans la gestion des dettes et dans la privatisation de certains services publics. Tout cela engendre des conditions structurelles limitant la capacité d'action des dirigeants de certains pays. Dans le contexte actuel, certains États sont dépendants des ressources financières internationales, ce qui peut les obliger à mener des politiques impopulaires d'austérité qui pourraient nuire au développement de leur pays. Ainsi, par ses politiques économiques, la communauté internationale limite également les pouvoirs d'action des États.

L'insatisfaction de la population au regard des services publics peut entraîner une insatisfaction plus généralisée de certains groupes, puis une perte de confiance envers les institutions publiques et démocratiques. Elle peut aussi dériver vers le terrorisme, dans certains cas.

Le Mali est un cas intéressant. Le discours populiste actuel vient répondre à cet enjeu et à cette tension en proposant une nouvelle voie, qui permettrait au pays de se distancier de la communauté internationale et des relations de pouvoir, qui sont mal perçues par la population.

Question 3

Si l'on analyse cette problématique dans une perspective de genre, comment les femmes sont-elles affectées différemment, par rapport aux hommes, par les situations politiques dont nous avons parlé? Quel rôle particulier les femmes peuvent-elles jouer dans les efforts pour le retour à la démocratie?

Bruno Charbonneau

L'enjeu du genre n'est pas simple. Par exemple, la politique internationale développée par le Canada, qui demande une plus grande implication des femmes, peut avoir des conséquences inattendues. Souvent, les mêmes actrices sont sollicitées et financées. Cela peut créer une certaine relation de dépendance entre le bailleur de fonds et les groupes de la société civile.

Cela pourrait faire en sorte, par exemple, que le groupe local de femmes se détache de la réalité du terrain et de la complexité des relations femme-homme de son pays et de sa culture pour se rapprocher de la situation attendue par la politique extérieure du bailleur de fonds.

Marc-André Boisvert

En effet. Par exemple, au niveau de la représentation politique des femmes, l'enjeu du genre est complexe. C'est souhaitable d'avoir plus de femmes en politique, mais pas simplement pour répondre à un quota. Les quotas sont nécessaires, mais il ne faut pas s'y limiter. Il faut développer des conditions de vie permettant aux femmes de réellement prendre part aux activités de la société, d'avoir le temps et les moyens de s'investir dans la vie politique.

Il y a souvent des femmes plus âgées dans les associations de femmes. Les jeunes sont souvent absentes de ces regroupements, trop occupées par les tâches familiales et moins actives dans la sphère publique. C'est important de développer la relève et d'avoir une vision intergénérationnelle.

Marie-Ève Desrosiers

Effectivement, l'enjeu du développement des femmes doit s'intégrer à une vision beaucoup plus large, prenant en compte les conditions sociales.

Un régime autoritaire peut mettre de l'avant certains groupes minoritaires, ou de femmes, sans changer le régime ou en l'appuyant. La place des femmes ne doit pas devenir un paravent, une façade qui permet de justifier un régime autoritaire qui n'est pas ouvert à toutes les facettes de la société et à une réelle concurrence politique.

Il ne faut pas simplement impliquer des femmes, il faut développer des régimes réellement ouverts au multipartisme ainsi que des conditions sociales qui permettent véritablement aux citoyens et aux citoyennes de prendre part à la gouvernance de la société.

4. Faits saillants de la période d'échange

La participation des femmes nécessite de la formation

Au Sénégal, l'histoire démocratique très claire. Tout ce qui a été dit conforte l'idée que nous avons besoin de former les femmes, qui manquent d'outils et de formation pour réellement prendre leur place dans la vie publique de leur pays et pour s'engager dans la vie politique.

Des règles claires pour favoriser le consensus

Il y a moyen de prévenir les ruptures de la démocratie. Au Sénégal, les règles sont claires, transparentes et connues de tous. Les acteurs politiques et la population y adhèrent bien. Le Sénégal a connu plusieurs alternances politiques qui ont été bien acceptées de tous. Il revoit les règles électorales de façon régulière. Pour éviter une crise électorale, les règles doivent faire consensus dans la société et elles doivent être gérées rigoureusement par les organismes de gestion des élections. Cela permet de favoriser l'acceptation des résultats, ce qui diminue les risques de tensions sociales et, éventuellement, les coups d'État.

Le renforcement de la démocratie, au-delà des élections

Parfois, la politique étrangère et de développement du Canada se concentre strictement sur les processus électoraux. Paradoxalement, cela peut renforcer un régime autoritaire hybride. Le fait qu'un pays tienne une élection ne signifie pas qu'il est complètement démocratique. Il y a de plus en plus de régimes autoritaires qui tiennent des élections multipartistes alors que les conditions sociales et électorales ne sont pas réellement démocratiques. Le vrai test de la démocratie n'est pas la tenue d'élections, mais bien la possibilité d'alternance politique.

En République démocratique du Congo, par exemple, lors des dernières élections présidentielles et législatives, il y a eu une alternance à la présidence, mais l'opacité du dévoilement des résultats a fait en sorte que le processus électoral a été mis en doute par la majorité des observateurs et des parties prenantes.

En plus des processus électoraux, il faut tenir compte d'autres facteurs importants : la liberté de presse, une fonction publique compétente et l'indépendance de la justice. Il faut également permettre la liberté d'expression et de rassemblement. Il faut développer une vision sociologique des relations de pouvoir dans un pays; sinon, il y a un risque d'appuyer un régime autoritaire, mais élu.

Il faut aussi garder en tête qu'il y a différents paliers électifs. Par exemple, la tenue d'élections locales légitimes et transparentes ne doit pas constituer une façade laissant un peu de liberté démocratique à la population, sans pour autant mettre en danger le pouvoir exécutif national. Des élections municipales réussies pourraient constituer une diversion masquant une élection présidentielle de façade.

Les réseaux sociaux et la démocratie

Les médias sociaux représentent un autre défi très important. WhatsApp, notamment, peut être un véhicule de diffusion de différentes rumeurs qui peuvent envenimer l'écosystème de communication dans un processus démocratique. Les analyses sociologiques et l'appui à la recherche sont très importants, car la réalité est parfois complexe. Pour éviter l'instrumentalisation des processus démocratiques et la consolidation de régimes autoritaires

hybrides, il vaut mieux avoir une connaissance approfondie de la réalité des populations sur le terrain.

5. Conclusion

Les conditions macroéconomiques des États de l'Afrique francophone, qui limitent leur capacité d'action, ne permettent pas à certains pays d'offrir des services de qualité ni de favoriser un réel décollage économique. Après plusieurs décennies de stagnation du niveau de vie, certains groupes de la société perdent confiance envers les pouvoirs publics et envers les processus démocratiques, qui sont imparfaits et incomplets. Ce contexte peut mener à des actions terroristes, d'une part, et à la consolidation de régimes autoritaires hybrides, d'autre part.

Les processus électoraux sont incontournables, en démocratie. Cependant, d'autres aspects sont essentiels à une démocratie substantielle, dont l'indépendance de la justice, la liberté de presse ainsi que la liberté d'expression et d'association. De plus, le développement social et économique d'un pays doit réellement permettre aux citoyens de prendre part aux processus démocratiques à titre d'électeurs, de militants ou de candidats.

Les conditions sociales permettant l'activité dans la sphère publique sont d'autant plus importantes pour les femmes, qui ont des obligations supplémentaires liées à leur rôle de mère ou de femme. Elles doivent pouvoir se scolariser et posséder les moyens économiques pour réellement prendre part aux activités politiques. Les quotas sont essentiels, mais il ne faut pas s'y limiter.

La démocratie est indissociable du développement économique, social et politique. Sans développement, la démocratie demeurera chancelante et les régimes autoritaires hybrides bénéficieront de conditions sociologiques favorables pour se maintenir en place, sans réelle possibilité d'alternance politique.

L'alternance politique démocratique et apaisée demeure un bon indicateur pour mesurer la maturité d'une société démocratique. La communauté internationale doit avoir une vision holistique, à moyen et à long terme, afin de créer des conditions macroéconomiques favorisant le développement et l'amélioration de la situation économique des populations. De cette manière, elles pourront s'investir davantage dans les processus et dans les institutions démocratiques de leur pays. Dans un tel contexte, les pays de l'Afrique francophone pourront aller au-delà des régimes autoritaires hybrides et éviter de subir de nouveaux coups d'État à répétition.